

Derreumaux, Paul

Research Report

Population mondiale : montée en puissance réaffirmée de l'Afrique en 2050, de vraies interrogations pour la suite

FERDI Note brève, No. B240

Provided in Cooperation with:

Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), Clermont-Ferrand

Suggested Citation: Derreumaux, Paul (2022) : Population mondiale : montée en puissance réaffirmée de l'Afrique en 2050, de vraies interrogations pour la suite, FERDI Note brève, No. B240, Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), Clermont-Ferrand

This Version is available at:

<https://hdl.handle.net/10419/269850>

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:

Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.

Population mondiale : montée en puissance réaffirmée de l'Afrique en 2050, de vraies interrogations pour la suite

Paul DERREUMAUX

► Paul DERREUMAUX a été Président Directeur Général du Groupe Bank of Africa depuis sa création jusqu'en janvier 2011. Il reste à ce jour Président d'Honneur de Bank of Africa et signe régulièrement des publications en tant qu'économiste. Il est aussi Senior Fellow de la Ferdi.

Alors que les médias annoncent déjà le franchissement du seuil de 8 milliards d'habitants sur la planète en novembre prochain, les nouvelles projections de la population mondiale par l'Organisation des Nations Unies (ONU) apportent en 2022 des précisions sur son évolution probable pour 2050. Surtout, elles soulèvent beaucoup de questions et de réactions sur les tendances possibles à l'horizon 2100. Quels que soient les scénarii envisagés, l'Afrique y garde une place centrale.



.../... La science démographique est, pour une échéance à venir d'environ 30 ans, une science (presque) exacte. La lente évolution des principales variables qui peuvent infléchir les niveaux, les structures, la répartition spatiale des populations nationales donne une bonne consistance aux projections des experts. Les mouvements entraînant de brusques ruptures de trends - épidémies ou maladies nouvelles, découvertes scientifiques - sont rares et prennent souvent du temps avant de produire tous leurs effets quantitatifs. Les effets de la loi des grands nombres permettent aussi de compenser dans les données des regroupements régionaux les erreurs ou anomalies qui pourraient être faites dans les appréciations au plan national. De manière logique, les dernières projections pour 2050 sont donc peu différentes de celles émises depuis 2015¹. Elles conduisent à quatre principales conclusions : durant les 28 prochaines années, la population grossit encore, mais ces variations sont de plus en plus inégales selon les régions ; en revanche l'humanité vieillit et s'urbanise partout.

À mi-parcours du 21^e siècle, le monde devrait héberger 9,7 milliards d'êtres humains, après un passage à 8,5 milliards vers 2030, soit quelque 1,9 milliard de plus qu'aujourd'hui. Cette progression n'est que très légèrement inférieure aux précédentes. En revanche, le taux d'accroissement annuel est passé en dessous de 1% en 2020 pour la première fois depuis 70 ans et reste inférieur à ce seuil. Ce résultat est dû à la simultanéité de la baisse continue du taux de natalité dans des régions à population élevée - Asie de l'Est ; une bonne partie de l'Europe - et d'un taux de mortalité relativement stable malgré les effets du Covid-19.

Cette hausse d'ensemble sera concentrée à 93% sur deux régions du globe : l'Asie du Centre et du

Sud et, surtout, l'Afrique subsaharienne. Celle-ci représenterait 62% de l'augmentation de la période, qui porterait sa population à plus de 2,1 milliards d'habitants en 2050 - un quasi-doublement en 30 ans -, soit 22% du total mondial à cette date. Si une fraction de l'Asie, et particulièrement l'Inde, participe à cet accroissement, c'est surtout en raison de son poids prédominant actuel, mais son augmentation, qui s'essouffle, ne serait « que » de 19% sur la période. Le mouvement de l'Afrique est beaucoup plus puissant. Ainsi 5 des 9 pays au monde dont le nombre d'habitants croîtrait le plus seraient africains : Égypte, Éthiopie, Nigéria, République Démocratique du Congo (RDC) et Tanzanie, les deux dernières progressant désormais le plus vite. Ces 5 mastodontes réuniraient à eux seuls près de 1,1 milliard d'habitants en 2050 soit autant que toute la zone subsaharienne en 2020. Cette évolution impressionnante est principalement fondée sur un taux de fécondité qui donne à cette dernière une place désormais unique dans le monde : environ 4,2 enfants par femme alors que ce taux ne dépasse plus 2,1 en moyenne sur les autres continents, ce qui suffit à peine au renouvellement des générations, et se situe en dessous de 3,5 dans les autres régions les plus prolifiques. Certes, les années récentes montrent une baisse de ce taux de fécondité sur le continent, dans le sillage de ce qui s'est déroulé à des périodes diverses sur l'ensemble de la planète, mais la tendance est encore globalement faible, à la différence par exemple de celle opérée en Asie depuis plusieurs décennies, et touche inégalement les pays. En Afrique, elle est presque achevée au Sud, en pleine réalisation au Nord, déjà bien engagée à l'Est, encore fragile à l'Ouest et à peine entamée en zone du Centre. Comme pour l'économie, l'Afrique subsaharienne affiche ainsi sa diversité grandissante en démographie. Malgré quelques progrès, le Niger est toujours à la traîne pour cet indicateur avec 6,7 enfants/femme.

1. Cf. blog www.paul-derreumaux.com : « Démographie ; le casse-tête de l'Afrique », juin 2016 ; « L'Afrique, maître du destin démographique du monde, juin 2018 » ; « Projections démographiques mondiales : Des incertitudes, mais l'Afrique reste maître du jeu », septembre 2021.

Emportée par ce ralentissement de la natalité et un allongement jusqu'ici continu de la vie - l'espérance de vie moyenne dans le monde atteignait 73 années en 2019 -, l'humanité poursuivra son vieillissement qui s'accélère. Certes, la pandémie du Covid 19 a provoqué pour la première fois un recul de cette espérance de vie, ramenée à 71,4 ans en 2021 dans le monde. Pour des pays comme les États-Unis ce recul est d'ailleurs plus conséquent et pourrait être plus durable pour des raisons sociologiques. Malgré cette incertitude, les projections restent optimistes en adoptant pour 2050 une valeur supérieure à 77 ans et un allongement étendu à tous les continents. Sur cette base, le poids des « plus de 65 ans » augmentera le plus vite et devrait passer d'environ 10% à plus de 16% en 2050. La part des « 20-65 ans », approximativement assimilables aux actifs, va diminuer en poids relatif et parfois en valeur absolue. Cette tendance posera de plus en plus des problèmes de croissance économique et de financement des charges liées aux « seniors ». Mais aucune partie du monde n'échappe à cette tendance. La Chine le ressentira particulièrement alors qu'elle sera sans doute dépassée par l'Inde dès 2023, quatre ans avant la date antérieurement prévue. La population pourrait décliner dans une soixantaine de pays, notamment dans toute l'Europe et au Japon, et parfois jusqu'au niveau inquiétant de 10% sur la période. Même l'Afrique, où les « moins de 20 ans » restent majoritaires jusqu'au milieu du siècle, devrait voir la place des actifs commencer à régresser en raison de la poussée des « anciens ». Ceux-ci bénéficient en effet du fort allongement de la durée de vie - désormais proche de 65 ans, et de moins en moins en retard à la moyenne mondiale - qui devrait se poursuivre, même de façon plus ralentie. Avec cette nouvelle composition de la pyramide des âges, le « dividende démographique » espéré s'éloigne sans que l'Afrique n'ait jamais pu en profiter vraiment, faute de la création effective d'emplois formels bien rémunérés.

Le renforcement de la concentration urbaine restera une troisième dominante des 30 ans à venir. L'exode rural ininterrompu depuis la révolution industrielle du XVIII^e siècle a donné un souffle vigoureux à cette tendance millénaire. Dans la période plus récente, la forte urbanisation a surtout profité aux très grandes conurbations, dressant un écart grandissant de conditions de vie et d'infrastructures économiques et sociales entre celles-ci, d'une part, et les villes moyennes et les zones rurales, d'autre part. Ainsi, non seulement 55% des habitants du monde habitent désormais en zone urbaine - et sans doute 70% en 2050 -, mais la planète compte en 2020 31 « méga-villes » de plus de 10 millions d'habitants, toute l'agglomération de Shanghai culminant à 70 millions de personnes. L'Afrique reste en retard sur ce plan, sous l'influence d'activités agricoles - de rente et vivrières confondues - qui occupent encore la majorité de la population totale : à ce jour, la population urbaine y reste minoritaire avec 42,5% du total et on ne compte que 3 conurbations de plus de 10 millions d'habitants. Mais elle suit bien le même chemin avec quelques nuances. La croissance urbaine est partout supérieure à 3% l'an et peut atteindre 5%, soit le double de la progression globale des pays : le cap des 50% devrait donc être dépassé rapidement. Cependant, à la différence de la plupart des pays asiatiques, cet apport concerne avant tout les capitales nationales qui deviennent tentaculaires et non les villes de l'intérieur du pays. Ce déséquilibre spatial renforce des handicaps mutuels : les capitales enflent souvent avec un désordre et une rapidité qui rendent difficile une urbanisation cohérente bénéficiant au plus grand nombre ; dans les autres villes, les déficits d'infrastructures et la modestie des conditions de vie réduisent les activités économiques et freinent l'ancrage local des populations rurales.

Ainsi le chemin démographique vers le milieu du siècle apparaît déjà bien tracé à partir des réalités actuelles, au moins pour les regroupements régionaux, avec des idées-forces qui devraient peu varier. Au-delà de cette date, le poids des hypothèses devient plus déterminant et conduit à des scénarii d'évolution encore vagues et fort divers. Pour 2100, les dernières projections pourraient être réparties en trois groupes.

Le premier s'appuie sur une prolongation de la plupart des tendances actuelles : allongement de la durée de vie moyenne, vieillissement de la population mondiale, poursuite du recul démographique des pays avancés mais baisse lente du nombre d'enfants par femme en Afrique et en Asie du Centre. Il en résulterait une hausse encore significative du nombre total d'habitants qui pourrait atteindre ou dépasser 11 milliards de personnes en 2100, ordre de grandeur précédemment jugé vraisemblable. Malgré tout, cette hypothèse « haute », déjà en retrait par rapport à celles émises ces dernières années, est devenue la moins probable et pourrait être assimilée au « scénario de la continuité ».

Un scénario central est jugé aujourd'hui le plus réaliste par une majorité d'experts, mais retient lui-même d'assez larges intervalles pour les projections de ses indicateurs. Selon cette approche, la baisse continue, généralisée et apparemment croissante du taux moyen de fécondité serait déterminante pour conduire à un ralentissement progressif de l'augmentation de la population du monde, puis à une éventuelle modeste diminution de cette dernière avant la fin du siècle. Sur ces bases, un « pic » global de quelque 10,4 milliards d'habitants pourrait être atteint aux environs des années 2080. Ces chiffres sont certes encore approximatifs et, selon les centres de recherche, varient entre 8,9 (voire 7) et 11 (voire 12) milliards d'êtres humains à l'horizon 2100 et un maximum pouvant être atteint dès 2064 pour les plus « radicaux ». Le trait d'union de ces analyses est sans doute l'idée que la période

2050/2100 devrait être celle d'un changement crucial d'inflexion dans l'évolution démographique du monde. Plusieurs faits justifient ces choix : la réduction des taux de fécondité dans les régions les plus en retard sur ce plan semble avoir pris une force nouvelle dans la période récente - le taux est proche de basculer en deçà de 3 en Afrique du Nord et de 4 en Afrique de l'Est par exemple - ; les nombreuses actions menées pour une meilleure maîtrise de la natalité auront alors eu plus de temps pour étendre leur impact ; les taux de mortalité et l'espérance de vie s'amélioreront sans doute plus difficilement à l'avenir, sauf découvertes scientifiques majeures ; l'espoir de stratégies de développement plus efficaces dans les pays africains accélérant aussi le repli du taux de fécondité. La baisse du taux de progression de la population mondiale notée depuis deux ans vient conforter cette vision qui pourrait être dénommée le « scénario de retournement ».

Enfin, un dernier groupe, minoritaire, apparaît pour la première fois de façon plus « offensive » et annonce une nette diminution de la population à la fin du siècle. Certaines de ces projections apparaissent caricaturales, telle celle qui annonce une humanité réduite à 4 milliards d'individus bien avant 2100. Mais d'autres conduisent à des résultats moins surprenants tout en étant sensiblement inférieures à celles du scénario précédent. Elles sont notamment fondées sur quelques constats très récents : recul de l'espérance de vie moyenne depuis 2019 ; effets de la pandémie Covid19, directs (6,5 millions de morts) ou indirects (réduction de la natalité dans certains pays avancés), maintien à un haut niveau dans une bonne partie du monde d'indicateurs comme les taux de mortalité infantile et maternelle. Les projections pessimistes induites sont aussi alimentées par d'autres faits qui pourraient influencer négativement sur les taux de natalité dans les années à venir. L'ONU vient ainsi de souligner que l'Indice de Développement Humain (IDH) est globalement en baisse depuis deux ans et est ramené à son niveau de 2016, à la suite d'une dé-

gradation de l'espérance de vie, de l'éducation et du niveau de vie. Les inquiétudes nées du dérèglement climatique touchent désormais tous les continents et ont été plus visibles que jamais en 2022 : leur impact pourrait s'exercer à la fois par le nombre de victimes de catastrophes naturelles mais aussi par des comportements accentuant la baisse des taux de natalité. Ce « scénario de rupture » risque donc de prendre plus d'importance dans les prochaines années.

Dans ce long terme, la situation de l'Afrique notamment subsaharienne, est également incertaine. La variable fondamentale sera le taux de fertilité, clairement engagé à la baisse sur le continent, mais avec une intensité fort variable selon les régions. Atteindre un rythme plus rapide requiert normalement une accélération de la croissance économique. La corrélation constatée partout dans le monde entre développement économique-social et diminution du taux de fécondité tendrait en effet à conclure que la baisse à venir de ce taux sera lente si les turbulences qui handicapent la croissance ne s'estompent pas. Mais les phénomènes démographiques sont complexes, et donnent aussi une grande importance aux aspects religieux, sociaux, comportementaux, qui peuvent agir dans les deux sens. Trois nouvelles données essentielles de l'environnement pourraient cependant jouer un rôle essentiel. La première est l'impact multiforme des actions terroristes, qui frappent à l'Ouest comme au Centre et à l'Est, sur la large bande sahélienne : le nombre considérable des personnes déplacées, toujours en total dénuement, l'absence d'investissements productifs dans certains territoires, les vols et destructions croissantes de récoltes devraient être des catalyseurs de la pauvreté déjà trop présente. Ces conditions de vie spécialement difficiles devraient avoir un impact négatif sur la démographie des pays concernés. En second lieu, l'Afrique devrait supporter de plus en plus les effets négatifs du dérèglement climatique, même si elle ne porte qu'une responsabilité très

limitée sur les causes de celui-ci. Les inquiétudes sur l'avenir que déclenche cette situation sont maintenant bien perçues par toutes les catégories de population et pourraient conduire, comme ailleurs, à une réduction du nombre de naissances par famille par suite de ces craintes existentielles. D'un autre côté, le continent subit toujours de lourdes pertes de population en raison d'endémies chroniques comme le paludisme ; les espoirs actuels de la mise au point d'un vaccin contre cette maladie pourraient atténuer fortement ce type d'hémorragies humaines et favoriser la croissance démographique.

Les facteurs qui emporteront la population dans un sens ou dans l'autre entre 2050 et 2100 sont donc nombreux, variés et encore difficilement saisissables. Dans tous les cas, l'Afrique restera au centre du jeu pour au moins trois raisons. L'importance qu'elle aura alors acquise dans la population mondiale et qui donnera un impact crucial à toute évolution de sa part. L'originalité décisive qu'elle tient d'ores et déjà pour la variable du taux de fécondité par rapport aux autres continents : selon l'orientation que prendra ce taux dans les décennies à venir, l'un des scénarii évoqué ci-avant deviendra plus vraisemblable, à moins qu'un mouvement d'importance comparable mais opposé s'empare de ce taux dans les autres régions du monde. Enfin, le poids croissant dans les mouvements migratoires internationaux, en raison de la situation sécuritaire, climatique et économique du continent.

Les migrations pourraient être en effet dans les prochaines décennies un vecteur clé d'atténuation des déséquilibres profonds entre les pays à revenu élevé, au solde naturel de population de plus en plus négatif, et ceux à la sécurité la moins assurée ou aux revenus les plus bas, dans lesquels l'accroissement de la population locale est plus dynamique que la hausse des ressources économiques et financières. Ces écarts se sont nettement aggravés dans les dernières années, tant entre nations qu'entre individus au sein d'un

même territoire, conduisant à des situations potentiellement insupportables. Le flux des migrations devrait gonfler dans la même proportion que ces différences et l'Afrique y tenir une place croissante. Face à ce mouvement inévitable, il est peu probable que des mesures coercitives étatiques de freinage suffisent à supprimer des déplacements issus des besoins vitaux des candidats à l'exode. Pour que ces flux développent leurs impacts positifs, il faut en revanche que les pays d'arrivée comme les pays d'origine des

migrants réussissent à traiter cette question avec plus de responsabilité, de clarté et de coopération, pour résoudre au mieux les difficultés économiques, sociales et sociétales qui y sont liés. Chaque partie y trouvera plus d'avantages que d'inconvénients si les « règles du jeu » sont claires et si chacun consent et respecte une répartition équitable des efforts et des concessions. Dans cette humanité devenue si puissante mais si menacée, un peu de sagesse serait une bonne nouvelle.



Créée en 2003, la **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des politiques qui l'influencent.



Contact

www.ferdi.fr

contact@ferdi.fr

+33 (0)4 73 17 75 30

n° ISSN : 2275-5055

